



Joseph Fouché et l'insurrection française

■ «Le sommeil de la raison engendre des monstres» : c'est face à l'impuissance satisfaite des élites et à une idéologie empiriste sans horizon, comme celle de notre XVII^e siècle, qu'apparaissent en effet les Fouché. L'Etat policier qu'il mit en place à travers tous les régimes, en même temps que David et Lesueur s'efforçaient de policer les arts, n'est pas seulement un édifice du passé. Il réapparaît aujourd'hui devant nous. Puisse cet article contribuer à nous mettre en garde et à nous faire prendre la mesure de ce à quoi condamnent les faiblesses et les omissions de ceux qui abdiquent leurs responsabilités face aux périls.

par C. Agricola

En 1789 éclata la Révolution française, événement qui mérite cependant plus le nom d'insurrection, car elle rappelle davantage l'hystérie qui précéda la chute de Salvador Allende au Chili en 1973 que la Révolution américaine de 1777.

Après la mort du grand ministre des Affaires étrangères que fut Vergennes, en 1788, la France se retrouva pratiquement dépourvue d'hommes d'Etat d'envergure. Les scientifiques et ingénieurs étaient exclus de la vie publique car ils étaient pour la plupart roturiers. Dans l'Eglise, la faction associée au Concile de Trente d'une part, et les Gallicains d'autre part, se rangeaient aux côtés de la réaction. Contrairement aux Etats-Unis de 1777, où les paysans eux-mêmes étaient surnommés «fermiers latins», en France la vaste majorité était illettrée. En dehors de l'élite, seule une infime fraction connaissait le terme même de République, ou avait eu vent de la Révolution américaine, si ce n'est la rumeur d'une lointaine et victorieuse lutte contre les Anglais.

Au moment donc où éclatèrent les émeutes de 1789, la France était déchirée par des luttes de factions rappelant celles de la Knesset israélienne aujourd'hui. Des royalistes réformistes comme Lafayette, des groupes d'ingénieurs et d'intellectuels dans les provinces favorables à la réforme, un groupe autour du duc d'Orléans, que consumait une ambition personnelle, s'entre-déchiraient. Sur ce fond d'intrigues s'agitaient d'insignifiants petits-bourgeois dont l'avancement s'était trouvé bloqué par l'Ancien Régime et pour lesquels le crime allait trop souvent devenir le marche-pied du succès.

JOSEPH FOUCHÉ ENTRE EN SCÈNE

En 1759, cette année même où naquit à Marbach, près de Stuttgart, Friedrich Schiller, la France voyait naître Joseph Fouché, futur petit-bourgeois enragé, fastidieux et énergique, qui — aux côtés de son *alter ego* Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord — allait rester quarante années au sommet du pouvoir et changer, pour le pire, le caractère du peuple français.

Né à Nantes dans une famille de marins de commerce dont les affaires comprenaient de prospères plantations d'esclaves aux Indes occidentales, le jeune Joseph étudia chez les Oratoriens avant de devenir un professeur de mathématiques et de physique extrêmement populaire au collège oratorien d'Aras. C'est là qu'il rencontra Maximilien de Robespierre. Plusieurs de ses élèves devinrent des Jacobins exaltés même si, à l'époque, Fouché portait un masque, celui du parfait chrétien.¹

En 1789, au moment où éclate l'insurrection, Robespierre est élu aux Etats généraux tandis que Fouché se voit transféré dans sa ville natale comme principal au collège de Nantes. Lorsqu'il apprend que la monarchie a été renversée, il se prépare à se faire élire député de Loire-inférieure, et pour y parvenir, se marie astucieusement à une certaine Bonne-Jeanne Coiquaud dont l'unique charme était, dit-on, que son père avait l'heur de diriger l'administration provinciale.

A la lumière des actions ultérieures de

Fouché, ses promesses électorales sont pleines d'enseignement. Il se décrit comme un «architecte en politique et non un ouvrier révolutionnaire» ; il loue les Oratoriens pour avoir inculqué «ces sentiments religieux si nécessaires et si louables lorsqu'ils sont épurés par la philosophie». Et il sera élu.

En 1792, nous le retrouvons parmi les grands révolutionnaires siégeant au Comité d'instruction publique auprès de Nicolas Caritat, marquis de Condorcet². En 1793, l'«architecte modéré en politique» prône la mort du roi Louis XVI, pour laquelle il vote, et publie un pamphlet intitulé *Réflexions sur la mort de Louis Capet*, dans lequel il s'écriait : «Nous sommes assez forts pour soumettre toutes les puissances et tous les événements. Le temps est pour nous contre tous les rois de la terre.»

Lorsque ces mots furent écrits, les rois d'Europe — de Prusse, d'Autriche, de Grande-Bretagne — préparaient effectivement un assaut contre la France révolutionnaire qui se débattait dans la guerre civile. Forts de leurs victoires impériales au Canada et aux Indes, les Anglais disposaient d'agents rémunérés introduits dans chaque faction parisienne, le but recherché par l'Angleterre étant de provoquer des soulèvements inopinés par lesquels la France se retrouverait hors du Grand Jeu en raison de la guerre civile, la dissolution et la dictature. Situation que nous retrouvons actuellement en Amérique du Sud depuis plus de deux décennies.

Jusqu'à quel point Joseph Fouché entra au service des Anglais, ou des Autrichiens, ou des deux à la fois, l'auteur de ces lignes ne saurait actuellement le dire, n'ayant pas eu accès aux archives nationales desdits pays. L'on peut cependant affirmer avec certitude qu'il était au service d'une puissance étrangère, car il eût été autrement impossible qu'un individu aussi médiocre pût réussir, par ses seuls efforts, à couvrir l'ensemble du territoire français d'un réseau des plus affûtés, mobilisant une police politique et des informateurs qui, par leur densité, leur variété et leur nombre, évoquent les moyens de l'empire assyrien.

La preuve se trouve dans la réalité historique : tous les événements qui marquèrent la France pendant que Fouché triomphait, à part le rôle de Carnot dans la guerre de 1793-94, servaient non pas la France, mais les intérêts de l'Empire britannique.

AGENT DE MISSION

Très pauvre du point de vue programmatique, les factions pro-américaines ayant été écartées d'emblée, l'insurrection française devient une foire d'empoigne entre différentes factions des services de renseigne-

ment étrangers. Peu après la chute de la Bastille, l'Assemblée constituante met en place le Comité d'information, qui devient successivement Comité de recherche, puis Comité de surveillance pour finalement devenir, en 1792, le Comité de sûreté générale. Après que la Convention ait placé la Terreur en tête de son agenda (1793), le Comité de sûreté générale est transformé en un ministère virtuel avec cent soixante employés officiels et des douzaines, voire des centaines, d'équipes de six que l'on appelle «agents d'exécution», ratisant par monts et par vaux. Le Comité de sûreté générale émet des mandats d'arrêt et a accès à des fonds secrets.

En 1794, le Comité de salut public, dont les seuls éléments réellement attachés à des conceptions révolutionnaires cohérentes sont Lazare Carnot³ et Prieur de la Côte d'Or, institue un organisme rival connu sous le

seports, la collection de rapports d'informateurs et le renvoi de gens *manu militari* devant les Tribunaux révolutionnaires. Lesdits Tribunaux pouvaient prononcer un jugement sur le champ, même en cas de peine capitale, contre lequel aucun recours n'était possible.

Ces hordes de délateurs allaient ensuite, on s'en doute, rendre des comptes à quelqu'un. Par décision du Comité de salut public, elles déversaient leur bile auprès de «représentants en mission», qui eux disposaient de pouvoirs illimités de maintien de l'ordre. En arrivant dans un district, les représentants en mission s'appuyaient sur les Comités de surveillance et les clubs jacobins locaux et étaient habilités à faire comparaître quiconque devant les Tribunaux révolutionnaires ; c'étaient eux aussi qui imposaient la conscription de force. Si quelques-uns de



nom de Bureau de surveillance administrative et de police générale.

L'une des caractéristiques de cette période soi-disant révolutionnaire était l'enchevêtrement des services de poursuites judiciaires, des agences d'investigation et de l'administration de la justice. Les mêmes se retrouvaient ainsi tour à tour ou même parfois simultanément, juges, jurés et bourreaux. Par exemple, en 1793, la Convention plaça les autorités locales sous son contrôle direct à travers des administrations de district. Celles-ci avaient tout pouvoir pour «appliquer la loi révolutionnaire» et étaient notamment habilitées à arrêter les gens. Chaque district avait son «agent national» chargé de surveiller les citoyens privés. Cet agent pouvait rédiger des écrits correspondant à l'*habeas corpus*, déposséder les propriétaires de leurs biens et pénétrer dans les prisons.

Puis il y avait les «spontanéistes», ou «spontex», comme on le dira dans l'argot de Mai 68, petits groupes soi-disant spontanés qui pullulaient sous la forme de «comités de surveillance», «comités centraux» ou «comités révolutionnaires» dans chaque ville et hameau, et qui furent légalisés en 1793. Parmi les passe-temps de ces sympathiques et bucoliques spontanés : le contrôle d'identité des étrangers (étranger était celui qui n'était pas originaire de ladite ville ou village, notamment celui qui fuyait la Terreur parisienne), la promulgation de mandats d'arrêt, de «certificats de civisme» et de pas-

Arrestations et emprisonnements arbitraires à Lyon précédèrent le massacre organisé par Fouché en mai 1793.

A dr. un citoyen présente son certificat de civisme au Comité révolutionnaire disposant de pouvoirs exorbitants.

ces représentants en mission s'acquittèrent de leur véritable tâche, à savoir lever une armée — puisqu'en fin de compte Lazare Carnot réussit à défendre la France — certains, comme Fouché, avaient des priorités pour les moins différentes.

Fouché sut se retrouver représentant en mission pour la Loire-inférieure et la Mayenne, avec la charge de lever une force de trois cent mille hommes. Le 26 mars 1793, il rapporte à la Convention qu'il avait enfermé tous les nobles et les prêtres de la région nantaise et créé un tribunal pour les juger. Cependant, il ne réussit pas à lever une armée à cause du fort sentiment anti-jacobin ancré dans la population. Il revient à Paris bredouille pour se tourner vers les hébertistes, une faction révolutionnaire des plus extrémistes. En juin 1793, on retrouve l'ancien séminariste en train de publier un pamphlet intitulé *Réflexions sur l'éducation publique*, qui s'aligne sur l'idéologie de ses nouveaux alliés de la Commune. Le pamphlet est une tirade contre le clergé et la religion en général. La religion, dit Fouché, «avilit l'homme et le dégrade». Les révolutionnaires doivent créer un monopole sur l'éducation, soit in-

terdire toute école dirigée par l'Église afin de combattre l'odieuse influence de la religion.

Fin juin 1793, Fouché se retrouve de nouveau représentant en mission, cette fois dans le centre et l'ouest du pays. Incitant les gens à s'en prendre aux «riches», il fait paraître en octobre 1793 un *Décret concernant les réquisitions* qui rappelle les oukases de Staline contre les malheureux koulaks. Selon l'article 4 dudit décret, un riche propriétaire qui serait suspecté de détenir du blé verrait non seulement sa récolte, mais aussi tous ses biens, papiers et documents confisqués. Les mêmes mesures allaient être appliquées aux propriétaires d'usine dont les machines ne tournaient plus et aux propriétaires terriens qui avaient des terres en jachère.

La confiscation, stipule le décret, devait être effectuée par les «patriotes» de la Garde révolutionnaire munis d'un Certificat de vertu civique émis par le Comité local de surveillance. Selon l'article 16, ces comités devaient opérer vis-à-vis des riches de leurs districts proportionnellement à leur fortune et à leur «absence de vertu civique». Ce qui permit à d'aucuns de scruter les coffres du voisin pour ensuite l'accuser d'incivisme. Quel sens pouvait bien avoir la notion de «vertu civique» dans un pays qui était encore, deux ans auparavant, une monarchie, et où l'on avait fait de cette vertu une complète mystification ? Pendant ce temps, Fouché s'amusait à gribouiller des notes qu'il remettait à la racaille locale, les autorisant à se rendre chez les riches pour exiger qu'ils les habillent de «pied en cap».

Encouragé par la popularité que de tels gestes de tyrannie mesquine lui conféraient auprès des Hell's Angels du moment, Fouché se jette en septembre 1793 dans la campagne hébertiste de déchristianisation. Le 23 septembre, il fait publier un arrêté selon lequel «tout prêtre pensionné par l'Etat sera tenu, dans le délai d'un mois, de se marier ou d'adopter un enfant». A Moulins, il oblige l'évêque ainsi que trente prêtres à renoncer à leur foi et détruit tout signe d'appartenance à la religion chrétienne. A Nevers, le 9 octobre, il promulgue un décret selon lequel toute enseigne religieuse se trouvant sur les routes, les squares et les places publiques doit être détruite. Aux portes des cimetières

populaires (les «notables» sont guillotines) sont attachés littéralement «en paquets» dans la plaine des Brotteaux et moissonnés au canon. Si le canon ratait sa victime, elle était coupée en morceaux ou enterrée vivante. La bienheureuse Lyon fut rebaptisée «Commune affranchie», et Fouché écrivit au Comité de salut public que sa stratégie supposément anti-britannique consistait en ce que «leurs cadavres ensanglantés, précipités dans le Rhône, offrent sur les deux rives l'impression de l'épouvante et l'image de la toute puissance du peuple français».

«Irrésistible», en effet, la force consistant à assassiner la plupart des ouvriers des manufactures textiles de Lyon. Quelques décennies plus tôt, si les Britanniques avaient coupé le bras droit des ouvriers textiles de Calcutta, ils n'avaient pas, à l'époque, trouvé d'Indien aussi enthousiaste que Fouché pour effectuer le travail à leur place.

A l'époque, une cérémonie organisée à Lyon par Fouché, que Jacques Cheminade a décrit comme «une sorte de marquis de Sade marqué par un appétit personnel et morbide pour la destruction», donne une idée de sa «moralité» :

«Le 10 novembre 1793

Un sans-culotte qui portait une mitre d'évêque, avec sa Crosse, marche solennellement devant un singe, sur lequel les vêtements papaux ont été drapés, avec une mitre sur la tête. Autour du cou de l'âne, un calice et, attaché à la queue, une Bible et un Missel. A l'arrière de la procession, un autre sans-culotte tirant, dans la poussière, la Fleur de Lys.»

Dès que Fouché apprend qu'Hébert avait été guillotiné à Paris, il met fin aux exécutions et purge les Comités révolutionnaires de leurs hébertistes, en se retrouvant, suivant une habitude qui n'allait jamais le quitter, contre ses propres partisans afin de donner sa trahison en gage à de nouveaux maîtres.

Voilà, sans doute, l'instant où l'Autriche et l'Angleterre virent en Fouché un éventuel instrument de leurs desseins. Tel le futur mafioso qui tue volontiers un homme de sang froid pour se forger un passe-droit, Fouché avait prouvé, par sa campagne de déchristianisation et sa sauvagerie à Lyon, qu'aucun acte qui pût servir ces in-

terêts n'était trop vil. Plus tard, Fouché devint Grand conservateur de la Grande loge symbolique, dont Joseph Bonaparte fut le Grand maître avec pour adjoints Murat et Cambacérès. Cette Loge semble avoir été le prototype, peut-être même l'ancêtre direct, de *Propaganda Due*, la structure cellulaire d'extrême-droite dirigée par Licio Gelli.

En avril 1794, ou en l'An II - comme si le monde avait été refait à neuf en 1793, l'An I de la République - Fouché est rappelé à

Paris. En l'absence de tout programme politique ou économique sérieux, les jacobins, dépassés par les événements qu'ils avaient eux-mêmes déclenchés, avaient laissé se développer dans la ville une impitoyable guerre de clans - la Terreur⁴. En théorie, le Comité de sûreté générale est chargé de la «répression des complots par les ennemis de la Révolution». A ces fins, il est habilité à émettre des mandats d'arrêt. Le Comité de salut public, l'administration de la police de la Commune de Paris ainsi que les comités révolutionnaires des quarante-huit districts de la ville détenaient ce même pouvoir.

Les comités révolutionnaires devaient constituer une fiche de renseignements sur chaque citoyen arrêté, fiche envoyée ensuite devant le Bureau des détenus. Ledit bureau était placé sous la responsabilité du Comité de salut public et du Comité de sûreté générale. Il y avait aussi un Bureau de surveillance administrative et de police générale, au sein même du Comité de salut public, où siégeaient Robespierre, Couthon et Saint-Just. S'ensuivit une guerre des services de la police et du renseignement ; les ordres d'arrestation et de libération se contredi-

saient tandis que l'on assassinait des milliers d'innocents sans la moindre trace de preuve. Une montagne de fichiers sur les particuliers fut ainsi constituée, véritable cité souterraine de papier, (tel le labyrinthe de la STASI sous Berlin), qui servit à faire chanter des familles entières pour des générations à venir.

LA TERREUR N'APPORTA RIEN DE POSITIF

En fouillant l'impénétrable réseau de noms, d'événements et de contre-événements - nous avons affaire ici à l'une des périodes les plus tumultueuses de l'histoire - une chose est très claire ; contrairement à l'historiographie officielle, la Terreur n'était en aucune façon une flamme sacrificatrice, purgeant tout ce qu'elle touchait, et où l'on ne déplora que quelques «regrettables bavures». Rien de positif ne sortit jamais de la



Le prince de Talleyrand, alter-ego de Fouché.

Terreur. C'était le règne de Pol Pot au Cambodge - les gens instruits, les gens «portant lunettes» furent assassinés ou durent quitter le pays pour avoir la vie sauve. La lie de la société avait carte blanche pour se «lâcher», tuer, piller et mettre à sac : des femmes nobles de quatre-vingts et quatre-vingt-dix ans furent violées et découpées en morceaux. Olympe de Gouges, Mme Roland et la princesse de Lamballe guillotines. Les informateurs se trahissaient mutuellement en boucle.

La Terreur imprima sur la population française, et ce jusqu'à nos jours, une peur presque instinctive de toute grande émotion sauf la haine, qui n'est qu'une autre manifestation de la peur. Tout appel à la générosité ou à des idéaux moraux élevés fut désormais accueilli par un glosissement cynique ou une plaisanterie obscène. Hier comme aujourd'hui, la population se réfugia dans la pornographie, manifestation gnostique en faveur de laquelle il existe toujours un large consensus national. Le poète Henri Heine, dans *De Lutece*, offre le meilleur tableau clinique de cette vulnérabilité idéologique qui fut infligée à un peuple qui devait, suivant le projet républicain, devenir exemplaire en Europe.

Mais revenons aux aventures de Fouché, enjambant les cadavres pour devenir président du Club des jacobins, position instable d'où il sut pourtant manigancer la chute de Robespierre (1794). Déjouant les nombreuses tentatives de le désarçonner de son siège à la Convention, il répond à ceux qui osèrent le charger des atrocités de la plaine des Brotteaux : «L'on présente froidement à votre imagination indignée quatre mille hommes déchirés sous la mitraille du canon... Je ne rappellais ce fait que pour en tirer des réflexions sérieuses sur le système de sensibilité fausse et hypocrite qui se développe depuis quelque temps, que pour démontrer la nécessité d'établir la terreur dans l'âme du méchant... et que toute pensée d'indulgence, de modérantisme, est une pensée contre-révolutionnaire.»

Bien que la Convention ait voté, en 1795, l'arrestation de Fouché, après avoir entendu les rapports des provinces sur les atrocités commises sous ses ordres, il ne sera jamais arrêté. Il s'éclipse jusqu'à la Proclamation de l'amnistie le 26 octobre de la même année, pour s'enrichir par différentes frau-

des portant d'abord sur l'élevage des porcs, puis sur les achats destinés à l'armée.

Le Directoire, qui dirigera la France de 1795 à 1799, voit Fouché se présenter devant Barras pour lui offrir ses services en tant qu'agent dans la police et informateur. Barras présente aussitôt Fouché à un banquier, agent britannique confirmé, un certain Gabriel Ouvrard, avec qui il allait plus tard comploter contre la République américaine. Ainsi Fouché peut se réjouir de son premier poste d'importance, celui d'ambassadeur à Milan, en 1798. Son *alter ego* le marquis de Talleyrand, agent anglais lui aussi mais à un tout autre niveau, est devenu entre-temps ministre des Affaires étrangères (juillet 1798), ce qui fait de lui, fort à propos, le supérieur de Fouché.⁵

(Selon la rumeur, en quittant Milan en 1799, Fouché aurait pris soin d'emporter avec lui toute l'écurie de l'ambassade, le linge officiel et les meubles.)

Fouché sera ensuite nommé ambassadeur en Hollande, poste qu'il occupera quelques mois, jusqu'à ce que le Directoire le rappelle à Paris cette fois comme ministre de la Police générale, poste créé en 1796. Ce ministère dirige la Garde nationale, la Légion de police, la gendarmerie ainsi que les prisons. Lorsque Fouché arrive, le ministère est sous le contrôle direct du Directoire, compte peu d'hommes et a encore moins de pouvoir. Fouché se rend compte que «l'on avait obtenu tous les avantages personnels auxquels on pouvait prétendre» (*sic*) sous des formes prétendument démocratiques de gouvernement, et qu'il s'agit maintenant d'établir une dictature, où la Police, instrument de répression politique, deviendra, en la personne de Fouché, l'institution fondamentale.

La faction de faiseurs de Rois avec laquelle Fouché s'était associée semble s'être d'abord rapprochée du général Joubert, avant qu'il ne soit tué sur le champ de bataille, puis du général Bernadotte avant que le général Napoleone Bonaparte ne rassemble leurs suffrages. La mission de Fouché est de neutraliser tout royaliste ou jacobin qui pourrait déjouer le coup d'Etat bonapartiste. C'est ainsi que Fouché s'occupe fort activement de neutraliser Lazare Carnot. Quant à Joséphine de Beauharnais, future impératrice, il se l'acquit en lui accordant un pourcentage sur les tables de jeux de la capitale.^{6 7}

Lors du coup d'Etat bonapartiste, Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord et Fouché jouèrent le rôle que leur avaient assigné les puissances étrangères. Talleyrand obligea Barras à démissionner du Directoire tandis que Fouché s'occupa des aspects techniques : le transfert forcé, du Parlement à Saint-Cloud pour «raisons de sécurité», sous la «protection» des troupes de Bonaparte, et la fermeture des barrières de Paris. Nul ne pouvait entrer dans la capitale ni en sortir sans l'autorisation personnelle de Fouché. Apprenant à sept heures du soir le succès du coup d'Etat, Fouché annonça en termes orwelliens aux citoyens qu'une «tentative contre le général Bonaparte» avait été déjouée : «les événements sont enfin préparés pour notre bonheur, et pour celui de la postérité... que les faibles se rassurent, ils sont avec les forts. Que chacun suive avec sécurité le cours de ses affaires et de ses habitudes domestiques. Ceux-là sont à craindre et doivent s'arrêter qui donnent des inquiétudes, égarent les esprits et préparent le désordre...»

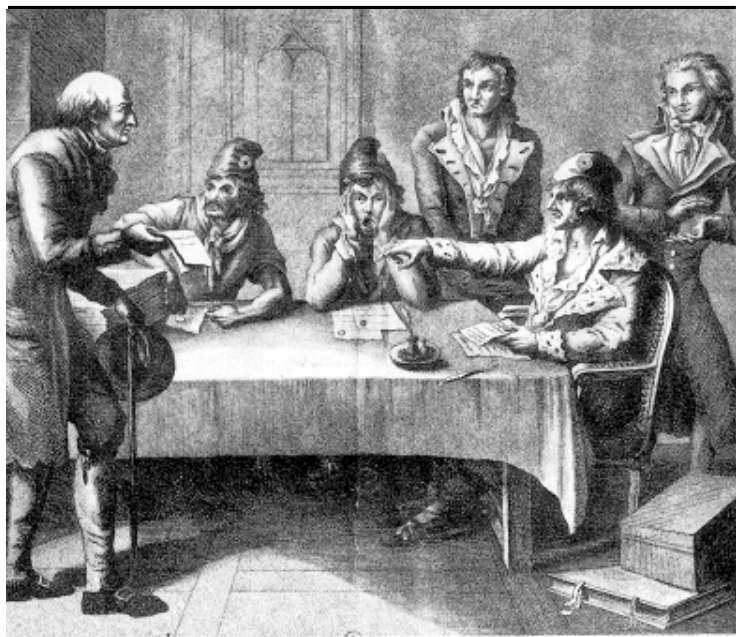
Autrement dit, voilà le Terroriste «repenti» qui proclame à l'adresse des Français que leur survie physique même signifie s'abstenir de toute activité publique ou politique.

HAUTE COUTURE -

HAUTE CUISINE - HAUTE POLICE

Nous voilà parvenus au moment où Fouché a carte blanche pour changer le tempérament même de la nation française. Apparaît l'idée de haute Police. Le lecteur aura entendu parler de la haute Cuisine. Il aura entendu parler de la haute Couture. Mais connaît-il le terme «haute Police» ? Le terme fut inventé par Fouché. Vous pensiez que la police avait pour mission principale de traquer le crime et d'empêcher que les vieilles dames ne se fassent renverser par les voitures ? Faux ! Dans la tradition de Fouché, la vraie fonction - la haute fonction - de la police est la police politique. La sécurité publique n'est qu'anecdote.

Mais pourquoi diable une police politique



des provinces placées sous son contrôle, il fait dresser l'édifiante inscription : «La mort est un sommeil éternel».

LE MASSACRE DE LYON

Fin mai 1793, la ville de Lyon, qui comptait à cette époque quelque cent mille habitants, se soulève contre les révolutionnaires, soulèvement mené par une coalition de royalistes, de républicains opposés aux Terroristes, de girondins et de bourgeois. La ville sera alors assiégée par la Convention d'août jusqu'à octobre 1793. Lorsque la ville tombera, Fouché sera mandaté explicitement par le Comité de salut public pour y déclencher la Terreur. Il y fait deux mille victimes, soit 2% de la population, avec un déchaînement de violence visant à effacer tout sentiment humain parmi les survivants.

A Lyon, Fouché commence par organiser en novembre une Commission temporaire de surveillance, suivie d'une Commission révolutionnaire chargée de prononcer les sentences. L'on tua tant et si bien que la poudre vint à manquer, faute de quoi Fouché fit alors amener le canon. Les insurgés des classes

? Serait-ce pour contrecarrer les actions subversives des ennemis de la France à l'étranger ? Serait-ce pour rapporter au ministre de tutelle ce qui se dit aux réunions politiques ? Tout faux ! L'idée d'une police *politique* est de semer la terreur par d'autres moyens. La police politique ne fait pas qu'observer, elle crée des événements et fabrique, disons-le sans ambages, les candidats aux plus hautes fonctions publiques. Tout cela, nous le devons à Joseph Fouché. Et le gouvernement dans lequel Fouché servit comme ministre de la Police était celui d'un dictateur, Napoléon Bonaparte, qui allait mettre la moitié de l'Europe à feu et à sang.

Ainsi voit-on Fouché installé au ministère de la Police générale le 22 Brumaire (novembre 1799). Sa première action sera d'opérer une purge dans l'administration parisienne et dans le Bureau central de la police. Il fait déporter sur-le-champ trente-sept jacobins, dont un journaliste, et met vingt-deux personnes en résidence surveillée. Il fait exécuter le chef d'une «conspiration royaliste» et achète avec les fonds du ministère des organes de presse : soixante journaux sur les soixante-treize existants sont déclarés hors-la-loi et Fouché veille personnellement à ce qu'ils soient fermés en janvier 1800. Napoléon Bonaparte a, quant à lui et fort discrètement, sa propre police privée.

La façon dont Fouché voyait sa mission est instructive : «*La police de Paris est pour le gouvernement républicain d'une importance bien plus grande qu'elle ne l'était avant la Révolution (...)* Le nombre des ennemis de l'ordre social s'est accru de celui des ennemis du nouvel ordre politique (...)

Et puis : «*La police telle que je la conçois doit être établie pour prévenir et empêcher les délits, pour contenir et arrêter ce que la loi n'a pas prévu. C'est une autorité discrétionnaire dans la main du gouvernement*». (Le mot discrétionnaire est souligné par Fouché lui-même.)

Dès lors, Fouché ne veut plus s'appuyer sur la violence nue et crue. Il s'est rendu compte de la redoutable efficacité des méthodes dites «anglaises» de guerre psychologique : l'on doit maintenir la population, écrit-il, dans un état fluctuant de doute et d'incertitude. Peu de gens seront dorénavant exilés par lui, encore moins assassinés, mais l'on n'est jamais très sûr de qui sera la prochaine victime ni pour quelle raison.

Bonaparte, qui rencontrait tous les jours Fouché afin d'examiner avec lui les bulletins quotidiens de la police, craignait lui-même son ministre de la Peur et nomma un Préfet de Paris comme contrepoids. L'eût-il voulu, il n'osait se passer de Fouché. Selon leur contemporain Pelet de la Lozère, «*la conversation avec Fouché avait beaucoup d'attrait pour Napoléon, parce qu'il l'entretenait seulement de la police politique, c'est-à-dire de ce qui avait rapport aux partis, aux intrigues diplomatiques, à celles de la cour et jamais de la police des rues ou des grands chemins, dont ils ne se souciaient ni l'un ni l'autre.*»

A partir de 1801, Fouché, discrètement associé à Talleyrand, gagne les faveurs de Napoléon en orchestrant contre lui plusieurs tentatives d'assassinat qu'il parvient, bien entendu, à déjouer, mais dont l'effet est d'accroître le crédit du policier auprès de son illustre victime. Après une brève période de disgrâce en 1802 (son ministère est alors absorbé par celui de la Justice), pendant laquelle il sut néanmoins s'enrichir considérablement en se faisant élire sénateur d'Aix-en-Provence, Fouché revient aux affaires en 1803.

Il s'engage alors, aux côtés de Talleyrand, dans l'entreprise la plus sérieuse de violation du droit international qui ait été organisée depuis le traité de Westphalie.

Louis-Antoine-Henri de Bourbon, duc d'Enghien, est enlevé par des agents de Fouché sur le territoire du duché de Bade-Wurtemberg, amené à Paris et exécuté dans la nuit du 21 mars 1804. La présence de Talleyrand et de Fouché lors des pourparlers secrets où fut planifié le crime, signale aux nations d'Europe que dorénavant la France piétinera le droit international⁸. Une semaine plus tard, l'on voit Fouché se pavaner devant le Sénat, plaidant la cause de l'Empire afin que Bonaparte puisse «achever son ouvrage, en le rendant immortel». En récompense, Napoléon restaure son ministère de la Police.

La France sortait de dix ans de révolution, de guerre civile et de répression sans précédent dans son histoire, ainsi que d'une invasion étrangère. Le pays était épuisé mora-

lement et physiquement, et la guerre était le dernier des souhaits des Français. Donc Fouché s'appliquera à créer un climat moral propice à la guerre, profitant de son retour au ministère pour sévir contre les intellectuels non-conformes et contrôler toute forme d'activité littéraire et théâtrale. Avant que les livres ne soient mis en vente, le ministère de la Justice avait ainsi un droit de visa.

Fouché réorganise complètement son fief de la police. Il fait nommer trois conseillers d'Etat au ministère, chacun étant responsable d'un «arrondissement». Le premier arrondissement couvrait la France du nord et de l'ouest, le second le sud, le troisième Paris. En 1809, on y ajoute un quatrième arrondissement couvrant les zones de l'Italie occupées par la France. Au fur et à mesure que les frontières de la France sont repoussées vers l'Est par la force des armes, les activités de la police se lient de plus en plus intimement au renseignement militaire et à la diplomatie.

C'est sous Fouché que l'on voit la naissance de ce qui deviendra l'«Administration». Pour les Français cultivés, il n'était



L'assassinat du maréchal Brune. Nommé au ministère de la police par Louis XVIII, Fouché lance la terreur blanche contre les bonapartistes.



Exemple des nombreuses mascarades antireligieuses et sacrilèges : l'ancien séminariste Fouché écrit en 1793 une tirade contre le clergé et la religion qui «avilit l'homme et le dégrade».

que trop évident que ce *Napoleone*, ce Consul à vie qui allait bientôt devenir empereur, ne tolérerait aucune forme d'activité politique. Les ambitieux se sont alors précipités vers la fonction publique non pas pour servir l'intérêt public, mais leur propre patrimoine, afin de s'enrichir aux dépens des nations que Napoléon allait écraser. D'autres bourgeois aisés cherchent un exutoire «politiquement correct» à leurs énergies frustrées en se focalisant sur le plaisir de sens et notamment la gourmandise dévergondée (voir à cet égard *La physiologie du goût* de Brillat-Savarin).⁹

En 1808, Napoléon, conseillé par Méphistophélès Talleyrand, lance contre l'Espagne ce qu'on appellerait de nos jours une «guerre préventive»¹⁰. Fouché et Talleyrand, rassemblés, comme le dit le prince Metternich, «*par des circonstances indépendantes de leur volonté propre*», se rencontrent pour discuter comment et par qui on pourrait remplacer Bonaparte, une fois l'armée française décimée en Espagne. Leur projet est de mettre à profit une attaque autrichienne.

A son retour en France, Napoléon renvoie Talleyrand. Quant à Fouché, il détient des dossiers compromettants et comme il entend rester en place, il ne reculera pas devant le chantage. Dans son *Bulletin* en date du 13 mars, Fouché écrit à Napoléon : «*Des intrigants racontent que le ministre de la Police [c'est-à-dire lui-même, note de l'auteur] a fait brûler beaucoup de papiers depuis l'arrivée [d'Espagne] de l'Empereur. Il est vrai que le ministre fait brûler beaucoup de papiers chaque semaine ... sans cela il y aurait encombrement et confusion ... Tout ce qui est historique sur les choses et les individus est soigneusement conservé. Il n'y a point de ministère mieux ordonné à cet égard. Mais les ... mensonges de tout genre qui attaquent les citoyens les plus honnê-*

tes, et souvent les membres de la famille impériale, toutes ces pièces, après avoir été examinées, sont mises sous les yeux du ministre qui en ordonne l'annulation.»

VERS LA RECONQUÊTE IMPÉRIALE DES ETATS-UNIS

Lorsqu'en juin 1809, l'Empereur part pour le front autrichien, il nomme Fouché ministre de l'Intérieur par intérim, plaçant les préfets sous son emprise et, de ce fait, l'économie. En dépit du blocus contre l'Angleterre

institué par Napoléon, le premier geste de Fouché sera d'accorder des licences de commerce avec elle. Ensuite, il fait lever une Garde nationale dans quatre provinces et trente mille hommes à Paris, commandés par des acolytes de Talleyrand (alors en exil), dont un agent anglais nommé Montrond. Le but de ces manœuvres de Fouché, manœuvres soutenues par les Britanniques, était de mettre au pouvoir le

vaient pas embrigadés dans les guerres d'agression napoléoniennes. Tandis que la France annexait Rome et la Hollande, un nouveau Code pénal fut promulgué, par lequel Napoléon institue trente délits passibles de la peine capitale, ainsi que de nouvelles mesures répressives. L'on efface les mots «Liberté, Egalité, Fraternité» du fronton des édifices publics et l'on tourne les verrous de la censure policière sur ce qui reste de la liberté de presse.

Alors que Metternich et le duc de Wellington rassemblaient leurs armées contre Napoléon (il serait fort utile de pouvoir consulter leurs papiers personnels à propos de Fouché !), Fouché lui-même ne semble pas avoir pâti de ses années de disgrâce, entre 1810 et 1813.

Imprudent instrument de sa propre perte, Napoléon nomme Fouché gouverneur d'Illyrie, alors province impériale correspondant à peu près à la Croatie actuelle. Du point de vue des intérêts de Fouché, l'on ne pouvait souhaiter meilleure position pour ses négociations avec les Autrichiens, aux mains desquels la province allait tomber quelques semaines plus tard. C'est ainsi que Fouché part allègrement pour l'Italie, où il reçoit de Bonaparte de nouveaux ordres peu avisés : se présenter à Naples et agir en vice-roi *de facto* de la péninsule italienne. Murat, Roi de Naples et allié de Fouché, s'entretenait au même moment avec Lord Bentinck et les Autrichiens, en vue de changer de camp.

Selon les *Mémoires* du ministre Chaptal, Fouché lui confia avoir été alors en contact avec le prince Metternich et avoir effectivement opté pour le général Bernadotte. Selon Fouché, Bernadotte aurait été accepté par les Anglais et les Autrichiens comme nouvel homme fort de la France.

Entre 1813 et 1815, le Reich de mille ans de Bonaparte s'effondrait et la France perdait environ 500 000 hommes dans ses guerres d'agression. Intouchables, Talleyrand maintenait le contact direct avec les Anglais, et Fouché avec les Autrichiens. En 1815, Fouché était devenu si audacieux qu'il osa s'afficher avec les émissaires de Metternich «au vu et au su de tous».¹¹

WELLINGTON, TALLEYRAND, FOUCHÉ

Lorsque Napoléon se rend, c'est à Fouché qu'il tend l'acte d'abdication. Cet acte stipule que le fils de Napoléon, le soi-disant roi de Rome, régnera à sa place. Fouché se hâte, acte en main, jusqu'au Parlement où il lit un discours ne mentionnant à aucun moment l'existence du jeune Roitelet. Il propose plutôt que l'on constitue une Commission de cinq hommes aux fins de négocier avec les Alliés, négociations qui auraient dû être menées par l'Assemblée. Bien qu'ayant été élu à ladite Commission, Lazare Carnot, qui, lui, n'était pas soutenu par les réseaux anglais et autrichiens, en sera vite écarté.

En réalité, le duc de Wellington, Talleyrand et Fouché s'étaient concertés pour mettre au pouvoir une marionnette britannique : Louis XVIII. Ils se rencontrent à Neuilly en juillet 1815 pour décider de l'avenir de la France. Talleyrand propose – oh surprise ! – que l'on proclame l'amnistie pour toute accusation (notamment celle de trahison) qui eût pu être formulée contre Fouché et qu'on le réintègre dans son poste de ministre de la Police. Dans le chaos qui suit la chute de Napoléon, Fouché obtient directement de Metternich et de Wellington carte blanche pour éliminer le «parti» de Lazare Carnot et étouffer toute tentative de profiter du désordre pour proclamer la République. La Commission dirigée par Carnot sera dissoute et il disparaît de la vie publique française en juillet 1815.

A peine arrivé au pouvoir, le 8 juillet 1815, Louis XVIII signe la nomination de Fouché au poste de secrétaire d'Etat au ministère de la Police. L'omniprésent prince de Talleyrand-Périgord devient ministre des Affaires étrangères ainsi que président d'un Conseil des ministres qui se réunissait à son propre domicile ! Le premier acte de Fouché est d'envoyer une circulaire à tous les préfets, exigeant d'eux qu'ils intensifient la répression politique : «Le moment est donc venu d'immoler au bien public toutes les opinions.»

Toujours prêt à donner l'exemple en sacrifiant les Français, c'est encore Fouché qui lança la Terreur blanche, nouvel épisode d'extrême violence, cette fois voulu par Louis XVIII, durant laquelle quiconque ayant

Suite page 9



La sonde Huygens, de l'Agence spatiale européenne (ESA), n'a eu que quelques heures pour relayer des données à la Terre lorsqu'elle traversa l'atmosphère de Titan avant d'atterrir sur la plus grande des lunes de Saturne. Cependant, il faudra des mois, voire des années, avant que les chercheurs aient pu analyser la multitude d'informations reçues.

Après une croisière silencieuse entamée à Noël, au moment où Huygens se sépara du vaisseau Cassini, la sonde a effectué une descente parfaite à travers l'atmosphère épaisse et brumeuse de Titan. Quelques heures après l'atterrissage, au centre de contrôle de l'ESA à Darmstadt (Allemagne), des chercheurs annonçaient, radieux, que les trois premières photographies prises par Huygens étaient parvenues sur Terre, relayées par le vaisseau Cassini.

Une des photos, prise à environ 15 km d'altitude, révèle une surface érodée, parcourue de chenaux sombres. On ne constate aucun impact visible de cratères, ce qui laisse penser que la surface est régulièrement travaillée

par une activité géologique, atmosphérique, ou autre. Une deuxième photo, prise à mi-chemin par rapport à cette première altitude, fait apparaître des zones sombres et claires, séparées par une limite distincte, ressemblant à un rivage.

La troisième photo, prise au sol, présente des ressemblances frappantes avec la Terre ou Mars. La sonde a atterri dans une zone relativement plate, jonchée de «rochers», en réalité des morceaux de glace d'eau, qui pourraient avoir été transportés là où Huygens les a trouvés par l'écoulement de méthane liquide.

Vingt-quatre heures après réception à l'ESA des 350 premières photos et données de Titan, les scientifiques nous en ont révélé davantage. On a combiné des images afin de fournir plus de détails, en ajoutant de la couleur. Les images composites en trois dimensions montrent une structure dans l'atmosphère, et ce qui ressemble à de la brume de méthane ou d'éthane à la surface. Une analyse du mélange de méthane avec d'autres matériaux dans la stratosphère indique la pré-

sence de nuages.

Une analyse plus poussée de la photo du site d'atterrissage révèle que les «rochers» de glace sont plutôt des galets, de quelques centimètres de diamètre. Le fait que beaucoup d'entre eux soient arrondis pourrait indiquer une activité fluviale, même dans ce monde gelé. La sonde a collecté des données pendant 3 heures et 37 minutes, dont 1 heure et 10 minutes à la surface, ce qui était espéré, mais inattendu.

Le 21 janvier, une semaine après cet événement historique, les premières analyses scientifiques ont été présentées lors d'une conférence de presse au siège de l'ESA à Paris. Martin Tomasko, chercheur responsable du radiomètre spectral imageur de descente (DISR) a déclaré que «nous détenons aujourd'hui les informations nécessaires pour comprendre ce qui façonne le paysage de Titan. Les traces de précipitation, d'érosion, d'abrasion mécanique et d'autres formes d'activité hydrologique constatées au niveau géologique montrent que les processus physiques qui ont façonné Titan sont très proches de ceux qui ont modelé la Terre.»

On a appris que de nombreux éléments indiquaient que la sonde s'était posée dans une région sablonneuse, regorgeant de liquide. Cela pourrait signifier qu'il avait donc «plu» du méthane liquide seulement quelques jours avant l'atterrissage, et que Titan a un cycle de méthane similaire au cycle de l'eau que nous connaissons, avec évaporation, nuages et précipitations.

Les mystères du méthane

Selon le Pr Suchi Atreya, directeur du Planetary Science Laboratory au College of Engineering de l'université du Michigan, il n'est pas surprenant que l'atmosphère de Titan recèle 3 à 4 % de méthane (CH₄), car dans les régions plus éloignées du système solaire, l'environnement est riche en hydrogène, et non en oxygène. Titan et la Terre ont une atmosphère essentiellement composée d'azote, mais sur Terre, grâce à l'intervention de la vie, le gaz secondaire est l'oxygène, tandis que sur Titan, c'est le méthane.

Le réservoir de carbone sur Vénus, la Terre ou Mars se trouve sous forme de gaz carbonique, pour l'essentiel emprisonné dans des roches carbonées. Sur Mars, la quantité de méthane dans l'atmosphère se réduit à un tiers tous les 600 ans environ, suite aux réactions photochimiques enclenchées par le rayonnement ultraviolet solaire.

En comparaison, la brume épaisse de Titan limite la destruction photochimique du méthane dans sa haute atmosphère. Comme il est bien plus éloigné du Soleil que Mars, ces réactions sont environ 40 fois plus lentes, ce

qui fait que le méthane a une durée de vie de 10 millions d'années. Mais même à ce rythme lent, il y aurait dans l'atmosphère moins de méthane qu'on en trouve aujourd'hui, si cet astre ne parvenait, d'une manière ou d'une autre, à s'approvisionner. Lors de l'atterrissage de Huygens, la chaleur générée a produit un jaillissement de méthane évaporé, indiquant une réserve de méthane liquide sur, ou juste en-dessous de, la surface.

Pour le Pr Atreya, la présence d'argon 40 serait un signe prometteur de la présence de méthane liquide sur Titan. L'argon 40 provient de la décomposition du potassium dans des roches profondément enfouies dans le sol. Ainsi, la détection de ce gaz dans l'atmosphère indiquerait une émanation à partir du sol.

Pluies, chenaux et fleuves

A la vue des photographies de la région où Huygens a atterri, le chercheur Tobias Owen s'est exclamé : «Ce n'est pas Mars, où le liquide à l'origine de l'érosion [de la surface] est enterré en dessous d'une surface solide. C'est une planète où les liquides sont directement là. Il aurait pu pleuvoir hier.»

Martin Tomasko convient que le liquide est tout près de la surface. La sonde a frappé le sol à la vitesse d'environ 16 km/h, s'enfonçant de plusieurs centimètres dans un matériau spongieux, ressemblant à du sable. S'appuyant sur une photo plus détaillée de la descente, communiquée la semaine précédente, Tomasko a dit qu'il y avait des plateaux d'une altitude de plus de 90 mètres par rapport au terrain plat. On voit des chenaux de drainage sombres allant d'une zone claire de plateaux vers des zones plus basses, où ils forment des systèmes fluviaux qui se déversent dans un lac asséché sombre et lisse.

«Ces chenaux arborescents, dendritiques, indiqueraient la présence de pluies, et la matière sombre au fond des chenaux est très probablement du brouillard photochimique qui tombe de l'atmosphère et couvre l'ensemble du terrain», dit-il. Par un effet de lessivage, les précipitations de méthane entraînent cette substance des hautes altitudes vers le sol, où elle se concentre au fond des chenaux de drainage et dans les lits des rivières, d'où la formation de zones sombres. Ces sommets ne sont pas des roches silicatées, comme on en trouve sur Terre, mais de la glace d'eau.

Le Dr Owen expliquait que la photochimie dans les couches supérieures de l'atmosphère de Titan décompose le méthane, des fragments se combinent en molécules plus complexes et ces «particules de brouillard» tombent en précipitation à la surface. ●

Suite de la page 8

aidé Bonaparte à revenir au pouvoir pendant les Cent jours était pourchassé, exilé ou exécuté. Fouché, qui était, avec Talleyrand, le ministre ayant servi le plus longtemps Bonaparte, dressa les listes de suspects et les signa lui-même. Parmi nos contemporains, certains historiens partisans de l'Empire se plaisent à affirmer que Fouché essaya d'atténuer le zèle de Louis XVIII. Peut-être, mais l'exil de Lazare Carnot, l'ennemi le plus acharné de Fouché, pour ne donner que cet exemple, peut difficilement être vu comme une simple bévue ou un acte de générosité.

La Terreur blanche sera le dernier don de Fouché à la nation. Embarrassé par la vive hostilité que leur témoignait le public, Louis XVIII ne pouvait garder à la fois Talleyrand et Fouché, à moins d'y laisser sa propre tête. Dédaignant l'avis de Wellington et probablement aussi celui de Castlereagh, il décida le 15 septembre 1815 de nommer Fouché ambassadeur à Dresde. En janvier 1816, Louis se résolut aussi à prononcer contre lui une sentence d'exil par contumace.

Fouché meurt à Trieste en 1820, après avoir refusé l'asile que lui offraient ses nombreux amis en Angleterre, en Hollande et en Autri-

che. Son dernier acte fut d'ordonner que ses papiers soient jetés au feu.

Il ne fait aucun doute que Fouché servait quasi-constamment des intérêts étrangers. Ses actes ont induit un système de peur et un régime de doute dans la vie sociale des Français. Mais, de nos jours encore, il se trouve des historiens pour le défendre avec ardeur. En témoigne l'extraordinaire passage de Jean Tulard, tiré de son livre paru en 1995, *Joseph Fouché* :

«La police impériale n'a pas bonne réputation, elle annoncerait celle des régi-

mes totalitaires du XX^{ème} siècle, et Fouché serait le précurseur de Himmler et de la Gestapo, de Béria et du NKVD. Jugement injuste. La filiation ne tient pas : il n'y a ni camps de concentration, ni déportations de populations, encore moins de génocides programmés sous Napoléon ; l'échelle de la répression n'est pas la même. Par ailleurs, Fouché paraît bien plus intelligent que Himmler, moins cynique et jouisseur que Béria... Himmler, lui aussi, après la mort de Hitler, avait cru pouvoir négocier avec les Alliés. Mais, là s'arrêtent les comparaisons.»¹²

NOTES

¹ Les Oratoriens, héritiers des Frères de la vie commune, étaient un ordre enseignant dont le principe, élever les moins favorisés à un niveau de culture humaniste, s'opposait à l'ordre romain des jésuites. Cependant, un réseau janséniste s'infiltra dans cet ordre, y nourrissant un courant de révolte pour la révolte qui, à son tour, façonna l'idéologie des révolutionnaires. Notons qu'au XVI^{ème} siècle, la ville d'Arras avait acquis sa notoriété comme centre de l'Inquisition française, sur un fond de populisme enragé.

² Le marquis de Condorcet (né en 1743, assassiné en 1794) fut l'une des grandes figures du Comité, dont les efforts aboutirent au seul véritable résultat positif de la Révolution, la création du Conservatoire des arts et métiers, de l'École normale et de l'école secondaire. Voir *La science de l'éducation républicaine, École Polytechnique*, de Paoli, Albert, Cheminade, Editions Alcuin, pour une étude sur le rôle de Lazare Carnot, Chaptal et Prieur de la Côte d'Or.

³ Lazare Carnot (1753-1823), mathématicien dans

la lignée de Pascal, Fermat et Leibniz, «organisateur de la victoire» et l'un des grands réformateurs militaires de l'histoire moderne.

⁴ Voir *Les hommes de Londres*, par Olivier Blanc, Albin Michel, 1989. Peut-être la seule étude moderne sur le rôle des services de renseignement britanniques pendant la Terreur.

⁵ Faut-il s'étonner qu'il existe plusieurs fan-club «français» - dont certains ayant «pignon sur Internet» - portant des noms comme «Les amis de Talleyrand», ou, mieux encore, qu'en ces temps d'ultra-libéralisme sans retenue, apparaissent de nombreux ouvrages visant à le réhabiliter ?

⁶ Fouché est peut-être le premier à avoir compris l'utilité d'un contrôle officiel et institutionnel sur les jeux de hasard, à l'instar de ses modèles romains qui contrôlaient les jeux du cirque.

⁷ Joseph Fouché et la courtisane Joséphine de Beauharnais, créole qui épousa Napoléon,

avaient davantage en commun que leur prénom ; la fortune de la famille Fouché reposait en partie sur le commerce des esclaves dans les Indes occidentales, d'où venait notre Joséphine au teint de porcelaine. En 1802, l'esclavage, aboli par l'abbé Grégoire en 1794, fut restauré par Bonaparte en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane française. Dix pour cent de la population de la Guadeloupe, soit plus de dix mille personnes, furent abattues ou déportées par les troupes de Napoléon. Une tentative de restaurer l'esclavage par la force sur l'île de Saint-Domingue (aujourd'hui Haïti) par le beau-frère de Napoléon, le général Leclerc, échoua, bien que l'Empereur en personne ait veillé à ce que Toussaint Louverture périsse au Fort-de-Joux.

⁸ En 1806, les hommes de Fouché enlevèrent l'ambassadeur britannique et saisirent ses papiers.⁹ Les riches se promenaient alors en vêtements si transparents pour les femmes et si près du corps pour les hommes que même un artiste de théâtre n'oserait les porter dans la rue aujourd'hui. Voir le récit amusant de Balzac à ce

sujet dans sa *Physiologie du mariage*.

⁹ Les riches se promenaient alors en vêtements si transparents pour les femmes et si près du corps pour les hommes que même un artiste de théâtre n'oserait les porter dans la rue aujourd'hui. Voir le récit amusant de Balzac à ce sujet dans sa *Physiologie du mariage*.

¹⁰ Cf. Francisco Goya, *Desastres de la guerra*, pour la conduite des troupes de Napoléon vis-à-vis des civils espagnols.

¹¹ L'affaire de la «Banque Eskeles» : le baron Ottenfels, secrétaire particulier de Metternich, avait fait remettre des lettres à Fouché par l'intermédiaire d'un clerc de cette banque à Paris.

¹² Cf. Friedrich Schiller, fragments de la pièce *Die Pariser Polizei*, sur laquelle il travaillait au moment de son décès en 1805. Voir aussi son *Geisteserheer*.